



Assemblée générale

Distr. générale
29 avril 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Points 143 et 157 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan

Mission des Nations Unies au Soudan : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2009/10	958 350 200
Montant mis en recouvrement	958 350 200
Dépenses de 2009/10	932 452 000
Solde inutilisé de 2009/10	25 898 200
Crédit ouvert pour 2010/11 ^a	1 008 026 300
Dépenses prévues pour 2010/11 ^b	1 007 632 351
Montant prévu du solde non utilisé de 2010/11	393 949
Projet de budget du Secrétaire général pour 2011/12	947 076 900
Recommandation du Comité consultatif pour 2011/12	473 538 450 ^c

^a Y compris un crédit additionnel d'un montant de 70 026 300 dollars pour les référendums au Soudan (A/65/571).

^b Prévisions au 31 janvier 2011.

^c Le Comité consultatif recommande d'ouvrir les crédits et de les mettre en recouvrement pour la période allant du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011.



I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) ainsi que l'ouverture des crédits et leur mise en recouvrement pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011 et a formulé, s'il y avait lieu, des observations dans les paragraphes ci-dessous.

2. Le rapport général du Comité consultatif sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/65/743) contient les vues et recommandations du Comité sur un certain nombre de questions transversales. Dans le présent rapport, le Comité traite des ressources et autres points concernant spécifiquement la MINUS.

3. Lors de l'examen des propositions du Secrétaire général pour la MINUS pour la période allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/65/731), le Comité consultatif a tenu compte des recommandations du Comité des commissaires aux comptes au sujet de la Mission (voir A/65/5 (Vol. II), chap. II) et a formulé des observations spécifiques à ce sujet au paragraphe 12 ci-dessous. Le rapport du Comité consultatif sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies est publié sous la cote A/65/782. **Le Comité consultatif réaffirme qu'il est nécessaire d'appliquer rapidement les recommandations pertinentes du Comité des commissaires aux comptes.**

4. La liste des documents examinés et utilisés à des fins d'information par le Comité consultatif à l'occasion de l'examen du financement de la MINUS figure à la fin du présent rapport.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

5. Par sa résolution 63/273 B, l'Assemblée générale a ouvert aux fins du fonctionnement de la Mission un crédit d'un montant brut de 958 350 200 dollars (montant net : 936 133 000 dollars) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010. La totalité du montant a été mise en recouvrement.

6. Le montant brut des dépenses pour l'exercice s'est élevé à 932 452 000 dollars (montant net : 907 532 200 dollars). Le solde non utilisé, soit un montant brut de 25 898 200 dollars (montant net : 28 600 800 dollars) représente 2,7 % du montant brut des crédits ouverts, soit un taux d'exécution de 97,3 %. Comme indiqué à la section III.A du rapport sur l'exécution du budget (A/65/630 et Corr.1), ce solde s'explique par des dépenses inférieures aux prévisions concernant les contingents et la police (11 305 700 dollars) et les dépenses opérationnelles (14 986 000 dollars), contrebalancées par des dépenses supérieures aux prévisions concernant le personnel civil (393 500 dollars). On trouvera à la section IV du rapport sur l'exécution du budget une analyse des principaux écarts par rapport aux prévisions de dépenses.

7. Le Comité consultatif note que les dépenses liées à l'appui fourni à l'occasion des élections dans tout le Soudan n'étaient pas inscrites au budget pour 2009/10,

mais ont été néanmoins couvertes par les ressources disponibles (A/65/630 et Corr.1, sect. I.B). **Le Comité consultatif s'en félicite.**

8. Pour ce qui est des contingents et du personnel de police, le solde de 11 305 700 dollars s'explique principalement par : a) un taux de vacance de 7,5 % pour les observateurs militaires, contre 5 % prévu au budget, contrebalancé en partie par des coûts de rotation plus élevés que prévu; et b) des dépenses moins importantes que prévu pour les contingents, principalement au titre des rations, du déploiement, de la relève et du rapatriement, ainsi qu'en raison d'un taux de vacance de 4 %, contre 1 % prévu au budget, partiellement contrebalancées par des coûts plus élevés au titre du matériel spécial appartenant aux contingents et du déploiement/rapatriement du matériel. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par des dépenses plus importantes que prévu au titre de la Police des Nations Unies en raison d'un taux moyen de vacance de 4,5 %, contre 7 % prévu au budget.

9. L'accroissement des dépenses de 393 500 dollars par rapport aux prévisions en ce qui concerne le personnel civil s'explique principalement par : a) l'entrée en vigueur d'un nouveau barème des rémunérations et la mise en œuvre des réformes en matière de ressources humaines, pour le personnel recruté sur le plan national, partiellement compensé par l'arrêt du versement de la prime de risque pour Khartoum, El Obeid et Port Soudan à compter de février 2010; et b) un taux de vacance effectif de 17,3 % contre 30 % budgétisé pour les Volontaires des Nations Unies, et le déploiement de 79 Volontaires recrutés sur le plan international supplémentaires à l'appui des élections, ainsi que d'un accroissement de leur indemnité de subsistance. Ces dépenses supplémentaires ont été compensées par des dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne : a) le personnel recruté sur le plan international du fait d'un taux de vacance de 27,6 %, contre 22 % budgétisé, et de l'arrêt du versement de la prime de risque à Khartoum, El Obeid et Port Soudan; et b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions), en raison d'un taux de vacance de 50,3 % en ce qui concerne les agents des services généraux recrutés sur le plan national, contre 15 % budgétisé, partiellement contrebalancé par la nécessité de faire appel à des sous-traitants dans les zones isolées pour l'entretien des installations de la Mission.

10. Le solde d'un montant de 14 986 000 dollars au titre des dépenses opérationnelles s'explique, entre autres, par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) des installations et des infrastructures, notamment de l'entretien du matériel appartenant aux contingents; des services de sécurité et des pièces détachées et fournitures pour les générateurs, partiellement contrebalancées par l'achat non prévu de bâtiments préfabriqués et de tentes, de générateurs, de mobilier de bureau et de mobilier pour les élections, ainsi que par la construction de la Maison des Nations Unies à Djouba; b) des transports par route en raison de dépenses moins élevées que prévu pour le carburant et les pièces détachées du fait de la sous-traitance des services d'entretien, partiellement contrebalancées par des coûts d'entretien plus élevés liés à la sous-traitance des services de niveaux 2 et 3 et les paiements correspondant à l'achat de véhicules avant la période considérée mais qui ont été livrés avec retard; c) des transports aériens en raison d'une consommation moins élevée de carburant liée à la moindre utilisation ou à la non-utilisation de sept aéronefs, partiellement contrebalancées par une hausse des coûts de location et d'exploitation des aéronefs; d) du matériel spécial en raison de la réduction des effectifs des équipes de déminage et du déploiement tardif des compagnies de construction et de transport; e) des communications, principalement

en raison de la réception de matériels provenant d'autres missions, étant donné que la décentralisation prévue de la base satellite n'a pas nécessité un transpondeur plus important; et f) d'autres fournitures, services et équipements en raison du retard du programme de désarmement, démobilisation et réintégration qui n'a débuté que pendant la seconde partie de la période considérée, partiellement contrebalancées par des dépenses plus importantes que prévu pour le transport de marchandises en raison du transfert de matériel appartenant à l'ONU à la base régionale d'appui et aux entrepôts situés dans divers secteurs, à des commissions bancaires plus élevées et à des pertes de change.

11. Les économies réalisées au titre des dépenses opérationnelles ont été en partie annulées par des dépenses supérieures aux prévisions du fait : a) des voyages non prévus à l'appui des élections en avril 2010, des voyages du personnel temporaire et des besoins de la Mission en matière de formation, ainsi que la hausse des dépenses au titre des voyages liées à la réforme dans le domaine des ressources humaines (voir également le paragraphe 27 ci-dessous); et b) de l'achat non prévu de matériel informatique pour la Maison des Nations Unies à Djouba.

12. Le Comité des commissaires aux comptes a formulé des observations et recommandations concernant la MINUS pour la période 2009/10, qui figurent dans son rapport le plus récent sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/65/5 (Vol. II)]. Il a notamment relevé le volume important des engagements souscrits en fin d'exercice, ce qui pourrait signifier que ces engagements ont été créés en vue de constituer à partir du budget en cours une réserve pour l'exercice suivant, et donc fausser les chiffres de dépenses figurant dans les états financiers. En outre, il a noté que le manque de formation était l'une des principales raisons de l'application insuffisante du cadre de budgétisation basé sur les résultats, observant qu'aucune formation n'avait été dispensée au sein de la MINUS au cours de l'exercice 2007/08. **Le Comité consultatif a abordé ces questions et d'autres questions systémiques et transversales dans son rapport sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice se terminant au 30 juin 2010 (A/65/782).**

III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

13. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2011, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUS depuis la création s'établissait à 6 222 260 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 6 066 101 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 156 159 000 dollars. Au 1^{er} mars 2011, le solde de trésorerie de la Mission s'élevait à 180 359 000 dollars, dont 125 941 000 dollars pour le remboursement aux pays qui fournissent des contingents.

14. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé qu'au 31 décembre 2010, un montant de 10 618 700 dollars était dû au titre des contingents et de 23 748 000 dollars au titre du matériel appartenant aux contingents. Quarante-trois mémorandums d'accord avaient été signés et aucun n'était plus provisoire. En ce qui

concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité depuis le début de la Mission 26 demandes avaient donné lieu à versement et 7 demandes étaient en instance. Les indemnités non réglées s'élevaient à 7 700 dollars. **Le Comité consultatif s'attend à ce que les demandes en instance soient réglées rapidement.**

15. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2011, les chiffres de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 concernant l'occupation des postes de la MINUS étaient les suivants :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectifs autorisés^a</i>	<i>Effectifs prévus^b</i>	<i>Effectifs pourvus</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	525	525	467	11,0
Contingents	9 450	9 450	9 277	1,8
Police des Nations Unies	715	715	701	2,0
Personnel recruté sur le plan international	1 098	1 098	914	16,8
Personnel recruté sur le plan national	3 078	2 630	2 742	10,9
Personnel temporaire recruté sur le plan international	42	35	34	19,0
Personnel temporaire recruté sur le plan national	47	47	39	17,0
Volontaires des Nations Unies	420	330	330	21,4

^a Représente le niveau le plus élevé, sur la période, de l'effectif autorisé.

^b Représente le niveau le plus élevé prévu sur la période.

16. Le Comité consultatif a reçu un tableau des dépenses effectives et prévues de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (voir annexe I). Au 31 janvier 2011, les dépenses s'élevaient à 616 942 587 dollars. Sur l'ensemble de l'exercice actuel, le total des dépenses devrait atteindre 1 007 632 351 dollars alors que le montant des crédits ouverts s'établit à 1 008 026 300 dollars.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

A. Mandat et résultats prévus

17. Le mandat de la MINUS a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1590 (2005). Il a été prorogé par plusieurs autres résolutions, la plus récente étant la résolution 1978 (2011), en date du 27 avril 2011, par laquelle il a été renouvelé jusqu'au 9 juillet 2011 (voir également par. 32 ci-dessous).

18. Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 6 de son rapport, le projet de budget de la MINUS pour l'exercice 2011/12 repose sur l'hypothèse selon laquelle la Mission s'efforcera de fournir un appui à la mise en œuvre des accords postconflictuels et de régler les questions relatives à l'Accord de paix global qui sont encore en suspens. Il a précisé toutefois qu'elle continuera d'œuvrer dans un contexte général qui restera caractérisé par des incertitudes quant au calendrier et aux modalités de déroulement d'événements importants, de graves problèmes liés à la gouvernance et une situation d'instabilité et de sécurité dans le sud du pays et les

trois zones de transition ainsi que par l'interaction de processus politiques parallèles dans le Darfour et les relations plus larges entre le nord et le sud à la suite des référendums. Le projet de budget prévoit que la Mission continuera de fournir un appui dans les domaines suivants : processus de paix; sécurité; gouvernance; et aide humanitaire, relèvement et réintégration (A/65/731, par. 6 à 33). Le Comité consultatif note en particulier que la Mission a l'intention de poursuivre la coordination de ses activités au niveau régional, c'est-à-dire avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), ainsi que d'assumer la part des coûts du Centre régional de services d'Entebbe (Ouganda) prévus au titre des postes et des autres objets de dépense (ibid., par. 28 à 31 et par. 30 ci-dessous).

B. Ressources nécessaires

19. Le projet de budget de la MINUS pour l'exercice 2011/12 s'élève à 947 076 900 dollars, soit une diminution de 60 949 400 dollars (6 %) en montant brut par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2010/11 (1 008 026 300 dollars), dont 70 026 300 dollars pour l'organisation du référendum. On trouvera aux paragraphes 80 à 95 du projet de budget (A/65/731) une analyse des variations attendues.

20. Le Comité consultatif a été informé que les hypothèses retenues pour l'élaboration du budget pour l'exercice 2011/12 étaient basées sur la poursuite du mandat actuel de la Mission, comme prévu par la résolution 1919 (2010) du Conseil, qui a prorogé ce mandat jusqu'au 30 avril 2011. Les propositions du Secrétaire général concernent le budget nécessaire au fonctionnement de la Mission et ne comportent aucune nouvelle initiative.

21. Le projet de budget prévoit le déploiement de 525 observateurs militaires, 9 450 militaires du contingent, 715 policiers des Nations Unies, 997 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 3 120 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 353 Volontaires des Nations Unies, 40 agents fournis par des gouvernements et 19 emplois de temporaire financés au titre de l'assistance temporaire financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2010/11^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2011/12^a</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	525	525	–
Contingent	9 450	9 450	–
Police des Nations Unies	715	715	–

^a Niveau le plus élevé, entre le début et la fin de l'exercice, de l'effectif autorisé.

22. Le projet de budget pour les militaires et le personnel de police pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 s'élève à 313 997 400 dollars, soit une diminution de 7 651 100 dollars (2,4 %) par rapport à 2010/11 (321 648 500 dollars). L'abattement pour délai de déploiement est de 6 % pour les observateurs militaires, 0 % pour les contingents et 5 % pour la Police des Nations Unies.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2010/11</i>	<i>Effectif proposé pour 2011/12</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	1 098	997	(101)
Personnel recruté sur le plan national	3 078	3 120	42
Volontaires des Nations Unies	420	353	(67)
Emplois de temporaire	89	19	(70)
Personnel fourni par des gouvernements	40	40	–

23. Le projet de budget pour le personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 s'élève à 248 299 500 dollars, soit une progression de 18 451 900 dollars (8,0 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2010/11 (229 847 600 dollars). Les taux de vacance appliqués sont de 15,6 % pour le personnel recruté sur le plan international, 25,0 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national, 8,6 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national, 36,0 % pour les Volontaires des Nations Unies et 14,0 % pour le personnel fourni par des gouvernements (A/65/731, par. 60).

24. Le rapport du Secrétaire général contient un certain nombres de propositions en matière d'effectif, dont un certain nombre de suppressions, par exemple de 141 postes et emplois de temporaire dans la Division de l'assistance électorale (71 postes et 70 emplois de temporaire) (A/65/731, tableau 2). Comme indiqué au paragraphe 7 du projet de budget, et conformément à la résolution 65/248 de l'Assemblée générale relative au régime commun des Nations Unies, le Secrétaire général propose la suppression de 55 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international, à savoir 4 P-4, 17 P-3, 6 P-2 et 28 postes d'agent du Service mobile ainsi que la transformation de 44 postes d'agent du Service du mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national. **Le Comité consultatif n'a pas d'objection aux propositions du Secrétaire général concernant les effectifs.**

25. **Les points de vue et observations du Comité consultatif sur l'application de la résolution 65/248 de l'Assemblée générale figureront dans son rapport général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/65/743).**

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2010/11</i>	<i>Montant proposé pour 2010/11</i>	<i>Variation</i>
386 503 900	384 780 000	(1 723 900)

26. Les ressources nécessaires estimées au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 sont en baisse de 1 723 900 dollars (0,4 %) par rapport au montant alloué pour 2010/11 (386 503 900 dollars). On trouvera aux paragraphes 88 à 95 du projet de budget (A/65/731) une analyse des variations attendues.

Voyages

27. Les crédits demandés au titre des voyages pour l'exercice 2011/12 s'élèvent à 5 184 800 dollars, soit une augmentation de 23 900 dollars (0,5 %) par rapport au crédit ouvert pour 2010/11 (5 160 900 dollars). Les dépenses au cours de l'exercice 2009/10 se sont élevées à 8 460 800 dollars, soit 3 240 600 dollars (62,1 %) de plus que le crédit ouvert (5 220 200 dollars), alors que pour la période actuelle elles devraient être légèrement inférieures au crédit ouvert, qui s'élève à 6 626 300 dollars (voir annexe I). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le surcroît de dépenses par rapport aux prévisions au cours de l'exercice 2009/10 était imputable au coût des voyages à l'occasion des élections, étant donné qu'il avait fallu se déplacer dans tout le pays pour trouver des bureaux de vote appropriés et distribuer le matériel électoral (1,5 million de dollars). En outre, l'introduction des réformes en matière de ressources humaines découlant de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale s'est traduite par la suppression de l'indemnité de subsistance (mission) et son remplacement par une indemnité journalière de subsistance (966 000 dollars).

Installations et infrastructures

28. Les crédits demandés au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2011/12 s'élèvent à 76 310 500 dollars, soit une diminution de 8 935 500 dollars (10,5 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2010/11 (85 246 000 dollars). Aucune demande de crédit n'a été prévue pour l'exercice 2011/12 concernant la poursuite des travaux au siège régional de Djouba, mais le Comité consultatif a été informé du fait que les quatre premiers bâtiments de la base seront prêts à être occupés fin mars 2011. Par ailleurs, six immeubles de bureaux, un dispensaire, un gymnase et des routes sont en cours de construction sur la base. La Mission prévoit de mettre l'un des immeubles de bureaux à disposition, contre paiement, à des organismes des Nations Unies de moindre taille. D'autres organismes des Nations Unies ont par ailleurs manifesté de l'intérêt pour la construction de leurs propres immeubles de bureaux sur le site. Le Comité a été en outre informé que la construction des logements du personnel est supervisée en interne et fait appel, chaque fois que possible, à d'ex-combattants qui ont participé au programme de démobilisation, désarmement et réintégration. **Le Comité consultatif s'est félicité de cette initiative.**

Transports aériens

29. Les crédits demandés au titre des transports aériens pour l'exercice 2011/12 s'élèvent au total à 158 432 300 dollars, soit une progression de 5 726 200 dollars (3,7 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2010/11 (152 706 100 dollars). Comme indiqué dans le document budgétaire, cette augmentation s'explique principalement par une hausse des tarifs garantis et des tarifs horaires de location en rapport avec le remplacement de six hélicoptères. Le Comité consultatif a souhaité connaître les raisons du remplacement prévu des hélicoptères compte tenu des inconnues concernant le rôle futur de la Mission, et a été informé que ces remplacements sont nécessaires pour assurer la présence des Nations Unies au Soudan. Par ailleurs, les divers sites de la Mission sont dispersés dans tout le pays et il est impossible d'y accéder par route au cours de la saison des pluies, ce qui rend l'emploi d'hélicoptères indispensable pour y assurer la sécurité et la sûreté du

personnel. Le Comité a en outre été informé que le délai de résiliation du contrat sera de 30 jours.

V. Autres questions

Centre régional de services d'Entebbe

30. Les crédits demandés pour l'exercice 2011/12 au titre du Centre régional de services d'Entebbe s'élèvent à 2 639 500 dollars (voir A/65/731, par. 31 et 79). Le Comité consultatif a été informé que le transfert du personnel à Entebbe était en cours. Toutefois, compte tenu des incertitudes concernant l'avenir de la Mission, tout nouveau transfert avait été suspendu. D'autres observations du Comité au sujet du Centre figurent dans son rapport général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/65/743).

VI. Conclusion

31. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la MINUS pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 sont indiquées au paragraphe 67 du rapport sur l'exécution du budget (A/65/630). **Le Comité consultatif recommande que le solde non utilisé, d'un montant de 25 898 200 dollars, ainsi que les autres recettes/ajustements, d'un montant de 26 153 900 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

32. Par sa résolution 1978 (2011), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINUS jusqu'au 9 juillet 2011. Il a par ailleurs annoncé son intention de créer une nouvelle mission qui succédera à la MINUS, et a autorisé cette dernière à utiliser son matériel pour préparer la mise en place de la mission qui viendra lui succéder.

33. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la MINUS pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 sont indiquées au paragraphe 96 du projet de budget (A/65/731). Le Comité consultatif note que les propositions du Secrétaire général s'appuient sur la résolution 1919 (2010) du Conseil, qui a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 30 avril 2011. **Compte tenu de la décision du Conseil, telle qu'énoncée dans la résolution 1978 (2011), le Comité consultatif recommande que l'Assemblée ouvre pour le fonctionnement de la Mission pour la période de six mois allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011 un crédit d'un montant de 473 538 450 dollars mis en recouvrement auprès des États Membres. À cet effet, le Secrétaire général devrait être prié de soumettre un projet révisé de budget pour la Mission.**

Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Soudan pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/65/630)
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission des Nations Unies au Soudan pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/65/731 et Corr.1)
- Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2010/681)
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/65/5 (Vol. II)]
- Mission des Nations Unies au Soudan : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/64/660/Add.3)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la Mission des Nations Unies au Soudan pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/65/571)
- Résolutions 65/257, 63/273 B et 62/267 de l'Assemblée générale sur le financement de la Mission des Nations Unies au Soudan
- Résolutions 1812 (2008), 1891 (2009), 1919 (2010), 1945 (2010) et 1978 (2011) du Conseil de sécurité

Annexe I

Dépenses effectives et prévues de la Mission des Nations Unies au Soudan pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

	1 ^{er} juillet 2010-31 janvier 2011			1 ^{er} février-30 juin 2011 : prévisions				
	Montant alloué	Dépenses totales	Solde inutilisé	Dépenses	Montant total des dépenses, y compris les dépenses prévues	Montant estimatif du solde non utilisé au 30 juin 2011	Écart (pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) - (5)	(7) = (6)/(1)	Explication de l'écart
Militaires et personnel de police								
Observateurs militaires	26 483 700	15 770 622	10 713 078	10 811 420	26 582 042	(98 342)	(0,4)	
Contingents	258 181 000	137 895 945	120 285 055	118 286 606	256 182 551	1 998 449	0,8	Baisse des coûts d'affrètement d'avion pour la rotation et le rapatriement de certains contingents
Police des Nations Unies	36 983 800	20 911 220	16 072 580	14 449 748	35 360 968	1 622 832	4,4	Le taux de vacance prévu est de 8 % contre 1 % budgétisé, le déploiement ayant été retardé en raison du temps nécessaire pour obtenir des visas pour les effectifs de police civils.
Unités de police constituées	—	—	—	—	—	—	—	
Total partiel	321 648 500	174 577 787	147 070 713	143 547 773	318 125 560	3 522 940	1,1	
Personnel civil								
Personnel recruté sur le plan international	142 713 500	87 700 025	55 013 475	67 747 965	155 447 990	(12 734 490)	(8,9)	L'écart s'explique par le taux de vacance prévu de 9 % contre 28 % budgétisé.
Personnel recruté sur le plan national	67 887 400	41 585 503	26 301 897	21 263 094	62 848 597	5 038 803	7,4	L'écart s'explique principalement par un taux de vacance pour les administrateurs recrutés sur le plan national de 28 % contre 20 % budgétisé, compensé par un taux de vacance pour les agents des services généraux recrutés

	1 ^{er} juillet 2010-31 janvier 2011			1 ^{er} février-30 juin 2011 : prévisions				
	Montant alloué	Dépenses totales	Solde inutilisé	Dépenses	Montant total des dépenses, y compris les dépenses prévues	Montant estimatif du solde non utilisé au 30 juin 2011	Écart (pourcentage)	Explication de l'écart
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) - (5)	(7) = (6)/(1)		
Volontaires des Nations Unies	18 565 500	10 965 799	7 599 701	7 467 264	18 433 063	132 437	0,7	sur le plan national de 9 % seulement contre 15 % budgétisé. L'écart tient au retard avec lequel les Volontaires des Nations Unies sont déployés en raison du temps nécessaire à la délivrance des visas et de la non-délivrance de visas.
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	16 499 600	6 443 558	10 056 042	5 632 950	12 076 508	4 423 092	26,8	L'écart s'explique par le retard dans le déploiement du personnel, principalement en raison du temps nécessaire à la délivrance des visas ou de la non-délivrance de visas.
Total partiel	245 666 000	146 694 885	98 971 115	102 111 273	248 806 158	(3 140 158)	(1,3)	
Dépenses opérationnelles								
Personnel fourni par des gouvernements	1 779 700	831 591	948 109	542 726	1 374 317	405 383	22,8	Le solde par rapport aux prévisions s'explique principalement par le temps nécessaire à l'obtention des visas.
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—	—	
Consultants	570 400	439 061	131 339	132 000	571 061	(661)	(0,1)	
Voyages	6 626 300	4 102 453	2 523 847	2 523 060	6 625 513	787	0,0	
Installations et infrastructures	91 138 100	58 648 346	32 489 754	32 489 555	91 137 901	199	0,0	
Transports terrestres	19 912 600	14 228 849	5 683 751	4 063 186	18 292 035	1 620 565	8,1	La diminution attendue des besoins s'explique principalement par le non-achat de véhicules. La Mission utilisera la flotte

	1 ^{er} juillet 2010-31 janvier 2011			1 ^{er} février-30 juin 2011 : prévisions				
	Montant alloué	Dépenses totales	Solde inutilisé	Dépenses	Montant total des dépenses, y compris les dépenses prévues	Montant estimatif du solde non utilisé au 30 juin 2011	Écart (pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) - (5)	(7) = (6)/(1)	Explication de l'écart
Transports aériens	182 102 600	138 466 467	43 636 133	49 319 773	187 786 240	(5 683 640)	(3,1)	de véhicules existants, y compris des véhicules transférés de la MINUAD et de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). Le dépassement attendu s'explique par les ressources nécessaires pour les services de manutention au sol, non prévues au budget, auxquels la Mission fera appel en attendant que soit terminée la construction des aires de stationnement pour les appareils. Il s'explique également par l'arrivée tardive des hélicoptères et le nombre d'heures de vol plus important que prévu nécessaire pour les opérations liées au référendum ainsi que par le remplacement des hélicoptères.
Transports maritimes et fluviaux	101 700	42 052	59 648	59 648	101 700	—	—	
Communications	27 899 800	12 109 741	15 790 059	13 792 645	25 902 386	1 997 414	7,2	L'écart tient au nombre moins important d'emplacements nécessaires pour le référendum.
Informatique	15 643 100	9 150 666	6 492 434	6 477 000	15 627 666	15 434	0,1	
Services médicaux	9 851 400	4 694 459	5 156 941	5 156 030	9 850 489	911	0,0	
Matériel spécial	2 753 500	1 430 750	1 322 750	1 322 750	2 753 500	—	—	

	1 ^{er} juillet 2010-31 janvier 2011			1 ^{er} février-30 juin 2011 : prévisions				
	Montant alloué	Dépenses totales	Solde inutilisé	Dépenses	Montant total des dépenses, y compris les dépenses prévues	Montant estimatif du solde non utilisé au 30 juin 2011	Écart (pourcentage)	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (2) + (4)	(6) = (1) - (5)	(7) = (6)/(1)	Explication de l'écart
Fournitures, services et matériel divers	81 332 600	51 400 415	29 932 185	28 277 445	79 677 860	1 654 740	2,0	L'écart s'explique par des besoins moins importants pour le programme de désarmement, démobilisation et réintégration étant donné que le processus de démobilisation a été temporairement suspendu en raison de l'appui apporté à l'organisation du référendum.
Projets à effet rapide	1 000 000	125 065	874 935	874 900	999 965	35	0,0	
Total partiel	440 711 800	295 669 915	145 041 885	145 030 718	440 700 633	11 167	0,0	
Total brut	1 008 026 300	616 942 587	391 083 713	390 689 764	1 007 632 351	393 949	0,0	
Recettes provenant des contributions du personnel	—	—	—	—	—	—	—	
Total net	1 008 026 300	616 942 587	391 083 713	390 689 764	1 007 632 351	393 949	0,0	
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—	—	—	
Total	1 008 026 300	616 942 587	391 083 713	390 689 764	1 007 632 351	393 949	0	

Annexe II

Récapitulatif des modifications de tableau d'effectifs proposées pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Soudan (exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012)

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Direction exécutive et administration			
Bureau de coordination du Représentant spécial du Secrétaire général	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-4	SM	Suppression de 1 poste d'assistant administratif et de 3 postes de fonctionnaire d'administration
	-2	P-2	Suppression de 1 poste de fonctionnaire chargé des rapports et de 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information
	-2	P-3	Suppression de 1 poste d'interprète et de 1 poste de fonctionnaire chargé des rapports
Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident/Coordonnateur de l'action humanitaire)	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
Composante 1			
Bureau de la communication et de l'information	-1	P-2	Suppression de 1 poste de producteur associé de télévision/vidéo
	-2	P-4	Suppression de 2 postes de rédacteur en chef radio
Division de l'assistance électorale	-1	D-1	
	-1	P-3	
	-1	GN	
	-1	NPO	
	-67	VNU	
	-70	PT	
Composante 3			
Section des services consultatifs concernant l'état de droit, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
	-1	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste des affaires judiciaires
Composante 4			
Groupe de la coordination du développement	-1	P-4	Suppression de 1 poste de spécialiste des programmes
Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR)	-3	P-3	Suppression de 3 postes de spécialiste de la DDR
	-1	GN	Transfert de 1 poste d'assistant administratif au Centre de services régional
Groupe de l'assistance humanitaire, du relèvement rapide et de la réintégration	-2	P-3	Suppression de 2 postes de spécialiste des affaires humanitaires
Composante 5			
Directeur de l'appui à la Mission	-1	SM	Suppression de 1 poste d'assistant administratif
	-1	SM	Transfert de 1 poste d'assistant de planification au Centre régional de service
Base logistique d'El Obeid	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant administratif de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
<i>Services intégrés d'appui</i>			
Services intégrés d'appui	-1	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste de l'administration
	-1	P-3	
	-1	P-2	
	-1	SM	
	+1	GN	
Section des technologies de l'information et de la communication	+4	GN	Transformation de 1 poste de technicien en téléphonie et de 3 postes de techniciens des technologies de l'information de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-4	SM	Transformation de 1 poste de technicien en téléphonie et de 3 postes de techniciens des technologies de l'information de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-3	SM	Suppression de 2 postes de technicien en télécommunication et de 1 assistant aux entrepôts
	-2	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste des télécommunications et de 1 poste d'administrateur de base de données
	-1	GN	Transfert de 1 poste d'assistant au Centre de services régional
Section du génie	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant budgétaire de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Contrôle des mouvements	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant budgétaire de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-4	SM	Suppression de 3 postes de technicien du génie et de 1 poste de technicien spécialiste de l'eau et de l'assainissement
	-1	SM	Suppression de 1 poste de spécialiste du contrôle des mouvements
	+2	GN	Transformation de 2 postes d'assistant du contrôle des mouvements de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Transformation de 2 postes d'assistant du contrôle des mouvements de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	GN	Transferts de 2 postes d'assistant du contrôle des mouvements au Centre de services régional
Section de l'approvisionnement	-1	SM	Transfert de 1 poste de spécialiste du contrôle des mouvements au Centre de services régional
	+10	GN	Postes d'agent du Service mobile transformés en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (1 assistant à la gestion des carburants, 1 assistant contrôle de qualité, 1 assistant aux services de restauration, 1 assistant chargé des rations, 1 assistant chargé du budget, 1 assistant chargé de l'équipement et du matériel et 4 assistants aux entrepôts)
	-10	SM	Postes d'agent du Service mobile transformés en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (1 assistant à la gestion des carburants, 1 assistant contrôle de qualité, 1 assistant aux services de restauration, 1 assistant chargé des rations, 1 assistant chargé du budget, 1 assistant chargé de l'équipement et du matériel et 4 assistants aux entrepôts)
	-1	SM	Suppression de 1 poste d'assistant à la gestion des carburants
Centre commun d'opérations logistiques	-1	P-2	Suppression de 1 poste d'administrateur chargé des rations
	+2	GN	Transformation de 2 postes d'assistant chargé de la logistique de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Transformation de 2 postes d'assistant chargé de la logistique de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Suppression de 1 poste de spécialiste de l'administration
Section de la gestion du matériel	-1	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste de la logistique
	+4	GN	Transformation de 3 postes d'assistant chargé de la gestion du matériel et de 1 poste d'assistant aux entrepôts de postes d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-4	SM	Transformation de 3 postes d'assistant chargé de la gestion du matériel et de 1 poste d'assistant aux entrepôts de postes d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
	-2	SM	Suppression de 1 poste d'assistant chargé du matériel appartenant aux contingents et de 1 poste d'assistant aux entrepôts
	-1	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste du matériel appartenant aux contingents
	-1	P-2	Suppression de 1 poste de spécialiste du contrôle et de l'inventaire du matériel
Section des transports	+6	GN	Transformation de 5 postes de mécanicien auto et de 1 poste d'opérateur de véhicules lourds de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-6	SM	Transformation de 5 postes de mécanicien auto et de 1 poste d'opérateur de véhicules lourds de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Suppression de 1 poste de spécialiste des transports et de 1 poste de mécanicien auto
	-2	SM	Transfert de 2 postes d'assistant chargé des transports au Centre de services régional
Section de l'aviation	-1	P-4	Transfert de 1 poste de spécialiste des opérations aériennes au Centre de services régional
	-1	P-3	Transfert de 1 poste de spécialiste des opérations aériennes au Centre de services régional
	-1	SM	Transfert de 1 poste de spécialiste des opérations aériennes au Centre de services régional
	-1	SM	Transfert de 1 poste d'assistant des opérations aériennes au Centre de services régional
<i>Services d'appui administratif</i>			
Section de la gestion des contrats	-1	P-5	Transfert de 1 poste de spécialiste hors classe de l'administration au Centre de services régional
	-1	SM	Suppression de 1 poste d'assistant à la gestion des contrats
Section des finances	+3	GN	Transformation de 3 postes d'assistant des finances de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-3	SM	Transformation de 3 postes d'assistant des finances de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
Section des services généraux	+2	GN	Transformation de 1 poste d'assistant chargé du contrôle et de l'inventaire du matériel et de 1 poste d'assistant de traitement des demandes de postes d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Transformation de 1 poste d'assistant chargé du contrôle et de l'inventaire du matériel et de 1 poste d'assistant de traitement des demandes de postes d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-5	SM	Suppression de 2 postes d'agent des services généraux, de 2 postes de spécialiste de la gestion des installations et de 1 poste de spécialiste de l'inspection à la réception du matériel

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
	-1	P-3	Suppression de 1 poste de spécialiste des services généraux
	-1	P-4	Suppression de 1 poste de spécialiste de la gestion des installations
	-1	SM	Suppression de 1 poste d'assistant chargé du traitement des demandes
Section des ressources humaines	+2	GN	Transformation de 2 postes d'assistant chargé des ressources humaines de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Transformation de 2 postes d'assistant aux ressources humaines de postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Suppression de 1 poste d'assistant chargé des ressources humaines
Section des achats	-2	P-3	Suppression de 2 postes de spécialiste des achats
Section des services médicaux	+1	GN	Transformation de 1 poste d'infirmier de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'infirmier de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
Section de la sécurité et de la sûreté	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant chargé de la délivrance des cartes d'identité de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'assistant chargé de la délivrance des cartes d'identité de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	SM	Suppression de 2 postes de spécialiste de l'administration
Entebbe	+1	GN	Transformation de 1 poste d'assistant chargé des transports de poste d'agent du Service mobile en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	SM	Spécialiste des ressources humaines (indemnités pour frais d'études)
	+1	GN	Assistant administratif (indemnité pour frais d'études)
	+2	SM	Assistant à la formation (CTCR)
	+1	GN	Commis d'administration (CTCR)
	+1	P-5	Spécialiste de la planification (administrateur de 1 ^{ère} classe) (bureau des services aux projets)
	+1	P-4	Spécialiste des transports (CCITM)
	+1	P-3	Spécialiste des transports (CCITM)
	+1	SM	Spécialiste des transports (CCITM)
	+2	SM	Assistant chargé du contrôle des mouvements/aviation (CCITM)
	+1	GN	Assistant à la planification et aux opérations
	+1	GN	Assistant comptable

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Total			
Recrutés sur le plan international	(101)		
Recrutés sur le plan national	42		
Volontaires des Nations Unies	(67)		
Emplois de temporaire			
Recrutés sur le plan international	(36)		
Recrutés sur le plan national	(33)		

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; CCITM : Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements; CTCR : Centre technique de coordination de la réintégration; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; NPO : spécialiste national des questions politiques; SM : Service mobile; VNU : volontaire des Nations Unies